

Stratégie de résilience agricole et alimentaire de Bordeaux Métropole

Journée de concertation
1^{er} juillet 2021

COMPTE-RENDU



SOMMAIRE

Introduction	2
Ouverture - Patrick Papadato	2
Déroulé de la journée et outils participatifs	3
Stands thématiques	5
Stand 1 : Un nombre d'exploitations agricoles divisé par 4 en 25 ans : comment inverser la tendance ?	5
Stand 2 : Comment faciliter l'accès à une alimentation de qualité pour tous et toutes ?	8
Stand 3 : Loi Egalim : 50% de produits durables et de qualité dont 20% de bio au 1 ^{er} janvier 2022, c'est possible ?	12
Stand 4 : Changement des comportements alimentaires : quel régime alimentaire en 2050 ?	15
Stand 5 : Objectif zéro déchet dans les filières agricoles et alimentaires : comment y parvenir ?	19
Stand acteurs	21
Comité de suivi	21
Groupes de travail	21
Être informé	21
Clôture	22
Grand témoin - Julie Lailliau	22
Discussions	22
Conclusion générale	23
Liste des participants	24

Introduction

Ouverture - Patrick Papadato

Bordeaux Métropole porte de nombreuses actions sur les sujets agricoles et alimentaires. La métropole anime depuis 2017 le **Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable** et a adopté, en Conseil du 30 novembre 2018, une **Politique agricole métropolitaine, alimentaire et durable**. En 2020, Bordeaux Métropole a débuté un projet européen FOOD TRAILS pour développer le rôle des villes dans la mise en œuvre de politiques agricoles et alimentaires.

Afin de mettre en cohérence les actions de Bordeaux Métropole en matière d'agriculture et d'alimentation, je souhaite que nous construisions cette année une **stratégie de résilience agricole et alimentaire qui se traduira en actions opérationnelles**. Cette stratégie prendra en compte l'intégralité du système alimentaire, de manière transversale, en allant de la production à la consommation, incluant les activités de transformation, distribution, commercialisation et gestion des déchets.



La **résilience agricole et alimentaire** peut se définir comme la capacité d'un système alimentaire et de ses éléments constitutifs à garantir la sécurité alimentaire au cours du temps, malgré des perturbations variées et non prévues.

La sécurité alimentaire d'un territoire est assurée lorsque « tous ses habitants ont à tout moment la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ».

Cette définition est une proposition et nos échanges pourront permettre de l'amender tout au long de la phase d'élaboration de la stratégie.

L'objectif de cette stratégie est de rendre plus lisibles et visibles les actions de Bordeaux Métropole dans les champs agricoles et alimentaires. Cette stratégie sera construite sur la base des travaux du CCGAD et intégrera la politique agricole votée en 2018.

Enfin, il s'agit de rendre opérationnelles les actions portées par la métropole. Ainsi, la construction de la stratégie agricole et alimentaire conduira à l'élaboration et à la mise en œuvre de **programmes d'actions opérationnels** biennaux ou triennaux, pour en faciliter le suivi et l'évaluation.

Cette stratégie aura donc des **objectifs courts-termes opérationnels** mais elle s'inscrit également dans le temps long, avec des **objectifs pour la fin de cette mandature et à plus long-terme**.

Cette démarche a par ailleurs pour but de mieux **articuler l'action métropolitaine** avec les actions des communes, du département, de la région et des territoires voisins, mais aussi avec celles des partenaires locaux agricoles et alimentaires. C'est bien tout l'objet de cette journée de concertation : nous souhaitons appréhender au mieux les enjeux agricoles et alimentaires et les attentes envers la métropole sur ces sujets.

Quatre principes régissent l'élaboration de cette stratégie :

- La concertation et la co-construction avec les acteurs du système alimentaire, les communes de Bordeaux Métropole, les échelons administratifs et les EPCI voisins.
- La mise en œuvre d'actions opérationnelles en lien avec nos partenaires agricoles et alimentaires.
- Offrir une meilleure lisibilité et visibilité des actions métropolitaines en matière d'agriculture et d'alimentation
- Garantir l'opérationnalité de la stratégie et sa transformation en actions concrètes.

Déroulé de la journée et outils participatifs

OBJECTIFS DE LA JOURNÉE

Une journée entière d'échanges organisée par Bordeaux Métropole avec 3 objectifs :

- Partager les enjeux agricoles et alimentaires du territoire
- Identifier le rôle de la métropole, des communes et de leurs partenaires dans la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie de résilience agricole et alimentaire
- Favoriser les rencontres entre les acteurs agricoles et alimentaires du territoire

PRÉSENTATION DU DIAGNOSTIC

Les services de Bordeaux Métropole ont présenté le diagnostic du territoire qui a ensuite été complété lors des stands thématiques.

Ce diagnostic et les éventuels compléments réalisés lors de la journée sont fournis dans le diaporama de présentation joint à ce compte-rendu.



LES STANDS PARTICIPATIFS THÉMATIQUES



- Stand n°1 : production agricole
- Stand n°2 : accès à l'alimentation
- Stand n°3 : restauration collective
- Stand n°4 : pratiques alimentaires
- Stand n°5 : économie circulaire

Les participants ont été répartis en 5 groupes, afin de faciliter les échanges. Chaque groupe a démarré le temps d'atelier sur un premier stand accompagné d'un animateur ou d'un binôme d'animateurs, puis a fait cinq rotations pour participer à l'ensemble des stands sur la journée. Avec une durée limitée sur chaque stand, l'objectif est de pouvoir réagir et compléter ce que les groupes précédents ont ajouté comme contributions.

Lors du temps en groupe, les participants ont été invités à réagir sur :

- Le partage du diagnostic : quels compléments ?
- La définition des enjeux
- Leur positionnement en tant qu'acteur dans la stratégie
- La définition des objectifs communs

Un temps de vote individuel a enfin été mis en place à la fin de la journée grâce à un système de gommettes. Chaque participant s'est vu remettre 10 gommettes afin d'identifier les objectifs qui étaient pour lui prioritaires à travers les 5 stands. Ces gommettes étaient à répartir librement selon les objectifs sans limite de nombre par objectif.

LE STAND ACTEURS DE LA STRATÉGIE

Ce stand participatif en libre accès était à disposition des participants tout au long de la journée. Chaque acteur était invité à se positionner dans la Stratégie par l'intermédiaire d'une carte acteur à positionner sur la cible selon l'échelle d'implication souhaitée dans la stratégie.



CLÔTURE DE LA JOURNÉE

Un grand témoin était présent tout au long de la journée, incarné par Julie Lailliau, doctorante en science politique, thèse "Des systèmes alimentaires territoriaux aux politiques alimentaires locales". En CIFRE à la Mission Agenda 21 du Conseil Départemental de la Gironde rattachée à l'unité de recherche ETBX de l'INRAe. Elle a écouté les échanges sur la journée et a procédé à une restitution en fin de journée.

Stands thématiques

Stand 1 : Un nombre d'exploitations agricoles divisé par 4 en 25 ans : comment inverser la tendance ?

LES ENJEUX IDENTIFIÉS

Renouvellement générationnel (5 votes)

- Transmission de l'existant : aller chercher au-delà du département / Psychologie : évolution des valeurs, de la valeur des terres : sensibiliser les agriculteurs
- Éviter la perte des formations sur les espaces verts, le maraichage, les fruits, l'entrepreneuriat
- Parrainage par les agriculteurs déjà installés
- Formation : suivi des formés avec des dispositifs post formation / Diversification des lycées agricoles / Comprendre l'évaporation des dispositifs de formation
- Emplois agricoles : coopération / collectif - auto-entrepreneuriat - salariat - communes

Fonciers et habitats agricoles (1 vote)

- Accompagner les propriétaires non-agriculteurs sur la transmission des terres aux agriculteurs
- Accessibilité du foncier pour les agriculteurs
- Logements à proximité de l'emploi
- Compétition d'occupation des terres → chevaux
- Utiliser les fonciers industriels et bâtiments

Diversification de l'agriculture

- Proposer la valeur ajoutée possible avec la diversification et la transformation
- Nouvelle agriculture hors-sol
- Mixité projet sol et hors sol
- Autoproduction des particuliers

Sensibilisation des consommateurs

- Ne pas parler d'exploitants mais d'agriculteurs et paysans
- Favoriser les rencontres entre les agriculteurs et la population - retour à la terre
- Pédagogie sur la production "Comment c'est fait"

Coopération territoriale

- Composer avec le réel (partenariat avec territoires voisins) - 2 votes
- Coopération intra BM

Conditions d'exploitations (1 vote)

- Les agriculteurs doivent pouvoir se concentrer sur leur cœur de métier
- Biodiversité / changement climatique
- Déficit matériel agricole – manque d'entreprises de vente et de réparation à proximité
- Amélioration des conditions d'exploitation (faune sauvage, accès à l'eau, incivilités, vols, etc.)

QUELS ACTEURS POUR QUELS RÔLES ?

- Union européenne : comment maximiser les aides européennes au service de la production locale et régionale ?
- FABAE : fermes agro écologiques périurbaines, productives et accueil en cueillette
- Chambre agriculture, Coloc' 2 Chefs ? : présenter l'intérêt économique de la transformation des productions directement par les agriculteurs locaux
- Collectivités : soutenir financièrement la production agricole pour l'aide alimentaire
- Créer du lien entre producteurs (partage de connaissances) et entre producteurs et transformateurs/distributeurs pour valoriser les productions localement avec plus de traçabilité
- Elzeard : Moderniser la profession de producteur et attirer les nouvelles générations à l'aide

- d'un outil numérique de planification et suivi culturel
- Collectivités : Soutenir toutes les causes agricoles pour les subventions et pas uniquement le bio

QUELLES ATTENTES ENVERS BORDEAUX MÉTROPOLÉ ?

- Pôle ressource et facilitateur de mise en relation
- Intervenir dans les formations pour promouvoir l'attractivité de BM
- Fédérer pour favoriser le partage d'expérience - terrain
- Développer les compétences
- Coordonner les productions et distribution entre amont et aval
- Faire le lien avec start-up sur machinisme
- Travailler la R&D sur la pénibilité du travail
- Réaliser des diagnostics fonciers, agricoles et écologiques et accompagner les communes : réfléchir à l'échelle du territoire sur la viabilité
- Régie agricole
- Accompagner l'adaptation aux changements climatiques
- Trouver des actifs fiscaux pour débloquer la rétention foncière - valoriser les propriétaires fonciers dans la SRAA
- Susciter des vocations chez les nouveaux ruraux - aider les acteurs qui se saisissent du sujet
- Coordonner les institutionnels
- En cas de location de terres, donner les moyens de l'installation → bâtiments, latitude d'évolution de l'entreprise
- Abonder le fermage pour permettre la location des terres – attention à mettre des limites de prix
- Cartographie des acteurs du territoire et leur rôle dans l'accompagnement à l'installation ou à la transmission
- En lien avec les collectivités, l'Etat, les chambres consulaires, les syndicats : sensibiliser les habitants aux enjeux, rôles et métiers de l'agriculture
- Informer et former les collectivités aux enjeux et besoin des agriculteurs → faciliter la production et l'installation plutôt que la communication et la pédagogie
- Mettre en place un accompagnement à la déprise viticole pour gérer collectivement le devenir des terres
- Donner accès au public à l'observatoire des terres agricoles
- Animer un groupe de travail d'acteurs de l'agriculture urbaine et périurbaine

LES OBJECTIFS DE LA STRATÉGIE

Maintien de l'existant - 38 votes

- Maintenir le nombre d'exploitation sous condition de rentabilité économique
- Assurer la transmission de toutes les exploitations existantes
- Faciliter les conditions d'exploitation des agriculteurs

Développer des exploitations économiquement viables sur le long terme et coordonner les services de distribution et de vente - diversification de la production - 12 votes

Développer l'attractivité de Bordeaux Métropole (logements pour les agriculteurs et salariés, conditions d'exploitation, terres utilisables, sécurisation, foncier en location ou non) - 8 votes

Rendre l'attractivité de l'agriculture locale et soutenable sur le long terme - 7 votes

Portage politique et compétences - 19 votes

- Considérer la question agricole comme primordiale
- En faire une compétence de la métropole dans les statuts
- Pérenniser l'action au-delà du mandat politique

Développer des partenariats avec les territoires - réseaux professionnels - 12 votes

LES ACTIONS

- Travailler sur la division des propriétés pour correspondre aux attentes des nouveaux installés et analyser l'offre et la demande pour accompagner les nouveaux projets - 5 votes
- Revaloriser les métiers agricoles au sein du parcours éducatif - 4 votes
- Soutenir l'agriculteur ou la structure pour l'accueil d'un jeune (mise à disposition de matériel, formation, troc de service) - 3 votes
- Entretien des terres : mutualiser les moyens avec des contrats d'entretiens - 2 votes
- Pôle agricole machinisme local - support technique - 1 vote
- Stimuler et soutenir les acteurs économiques sans se substituer à eux - 1 vote
- Stratégie - s'appuyer sur les acteurs et les réseaux actuels pour expérimenter de nouveaux projets - 1 vote
- Développer le bénévolat - travailler avec les assurances pour que les agriculteurs puissent bénéficier du travail de bénévolat

CONCLUSION

L'axe de travail prioritaire identifié par les participants est le maintien de l'existant, notamment par l'amélioration des conditions d'exploitations des agriculteurs et de leurs salariés, l'attractivité du territoire, l'accessibilité du foncier et des logements, la transmission des fermes existantes, etc.

Beaucoup d'attentes envers Bordeaux Métropole ont été formulées, notamment dans son rôle de coordonnateur, de mise en réseau et de développement de partenariats mais aussi vis-à-vis du poids qu'elle peut avoir auprès des autres institutions.

La formalisation du rôle et de la compétence de Bordeaux Métropole en la matière pourrait par ailleurs passer par une inscription dans les statuts de la collectivité afin de pérenniser son action au-delà des mandats politiques.

Stand 2 : Comment faciliter l'accès à une alimentation de qualité pour tous et toutes ?

LES ENJEUX IDENTIFIÉS

Précarité

- La précarité peut être corrélée avec le manque d'accès à l'information et avec une consommation de viande plus élevée ou une alimentation de mauvaise qualité
- Précarité des femmes seules, des personnes âgées et des jeunes
- Méconnaissance de la situation des publics plus jeunes
- Manque de moyens pour s'équiper en batterie et ustensiles de cuisines, permettant de cuisiner dans de bonnes conditions (les étudiants notamment)
- Les raisons socio-culturelles et économiques de l'inégalité d'accès à une alimentation de qualité sont à analyser
- Une augmentation de la fréquentation des marchés, y compris par les classes populaires est constatée
- Hausse des ayant droits et des bénéficiaires d'aides
- Dignité

Habitudes et comportements

- Les lieux d'achats de nourriture sont à analyser également sous le prisme géographique (offre de proximité) et culturel (habitudes alimentaires)
- L'achat de produits frais nécessite de les cuisiner, selon les habitudes et le niveau de vie, certaines populations se dirigent vers les produits ultras-transformés pour gagner du temps
- L'éducation alimentaire doit commencer dès le plus jeune âge, à la cantine et à la maison
- Pédagogie nécessaire sur l'agriculture locale et de saison pour expliquer le contenu des assiettes et l'offre de fruits et légumes
- Travail éducatif et acculturation nécessaire sur l'art de la cuisine pour palier à la disparition du goût

Accès à l'information et communication

- L'accès à l'information n'est pas toujours simple et certains publics ne vont pas à la rencontre des structures existantes (épiceries solidaires et épiceries sociales et solidaires)
- Les aides existantes ne sont pas toujours visibles et comportent des conditions d'accès, il y a un réel enjeu de communication
- Développer plus encore la communication autour de la cuisine, comme le font sur les réseaux sociaux certains chefs de cuisine
- Développer la connaissance de la qualité nutritionnelle d'un repas en demi-pension : mise en place de plan nutrition santé

Santé publique

- Les personnes en situation de précarité sont les plus touchées par les maladies liées à l'alimentation (ex : obésité, diabète...)
- Pesticides de l'agriculture conventionnelle qui pourraient être dangereux pour la santé

Logistique

- La logistique de distribution est onéreuse
- Tous les invendus sont à valoriser (supermarchés, artisans boulangers)
- Les maraîchers d'Eysines donnent de la production aux Restos du Cœur
- Problématique de l'approvisionnement
- La production sur Bordeaux Métropole n'est pas suffisante pour tendre à l'autonomie alimentaire
- Refus de certains produits frais par les structures de l'aide alimentaire

Qualité et quantité

- Distinguer l'aide alimentaire, l'urgence alimentaire et l'accès à une alimentation de qualité pour prioriser les actions
- Définir ce qu'est la qualité est primordial

- Manque de connaissance sur les volumes de produits frais vendus en moyennes et grandes surfaces et sur les marchés
- Manque de connaissance sur la surproduction pour la mettre en adéquation avec la demande

QUELS ACTEURS POUR QUELS RÔLES ?

- Certains producteurs donnent à l'aide alimentaire
- SICCA : paniers étudiants à prix coûtant + partenariat avec la Banque Alimentaire : don de produits ne pouvant être vendus (tombé en désuétude depuis la crise sanitaire)
- Epicerie sociale et solidaires
- Partenariats Biocoop et épicerie solidaires ?
- CCAS : relais popote, identification des potentiels bénéficiaires et accompagnement des publics
- Centre social des Aubiers : ferme pédagogique, atelier (four à pain...)
- Communes : connaissance des publics, organisation de cueillettes
- Groupes de la grande distribution, à associer à la stratégie car non représentés aujourd'hui
- Vrac : démultiplier les points de distribution
- Département : sécurité sociale de l'alimentation - cartographie des épicerie solidaires
- Entreprises privées : certaines cuisinent les invendus pour distribution de repas
- Parents et groupes scolaires, collèges et lycées
- Restaurants : encourager les pratiques solidaires (de types plats suspendus)
- Bordeaux Métropole : édition de la Carte Manger Local
- Entreprises privées : cuisine des invendus

Rôle : pédagogie

Attentes : besoin de plus de lisibilité des structures pour savoir comment être bénéficiaire

QUELLES ATTENTES ENVERS BORDEAUX MÉTROPOLÉ ?

Connaissance

- Connaître les publics en situation d'urgence alimentaire, la proportion de produits frais achetés et actualiser la connaissance
- Approfondir le poids des critères socio-culturels dans le choix de l'alimentation

Coordination

- Coordonner les différents acteurs et les filières
- Mettre en cohérence les stratégies sur différents échelons administratifs (ex : entre la métropole et le département)
- Faciliter les relations entre les ayants droits et les distributeurs
- Articuler les stratégies intercommunales
- Créer les conditions pour que les communes travaillent en complémentarité
- Fédérer les communes dans l'organisation de temps forts liés à l'alimentation
- Associer les Grandes et Moyennes Surfaces à la SRAA
- Coopérer avec d'autres territoires pour proposer des produits locaux
- Coordonner l'urgence alimentaire
- Coordonner les structures pour connaître les stocks et faciliter les liens

Logistique

- Espaces de logistique et de stockage dans différents espaces de la métropole
- Faciliter les flux entre les producteurs et les structures de l'aide/solidarité alimentaire

Développement

- Développer l'agriculture
- Mutualiser un espace de transformation / une conserverie pour différentes structures
- Développer des marchés sur des espaces stratégiques en semaine (par exemple aux arrêts de tram)

Formation

- Former les agents des cuisines pour qu'ils puissent informer les convives
- Éduquer au goût

Communication

- Utiliser les canaux existants pour former et informer les enfants (chefs de cantine, professeurs)
- Relayer la communication des structures, tout en valorisant et en prenant en compte le travail des paysans locaux

Expérimentation

- Expérimenter une Sécurité Sociale de l'Alimentation
- Développer les frigos zéro gaspi pour démocratiser leur usage
- Expérimenter des structures mobiles (transformation, épicerie sociale, etc.)
- Mettre en place un système de retrait de paniers par casiers pour les étudiants

Valorisation

- Valoriser ce qui est produit sur le territoire

LES OBJECTIFS / ACTIONS DE LA STRATÉGIE

9 votes :

- Sécurité Sociale de l'Alimentation : avec dépenses fléchées
- Optimiser les circuits logistiques de distribution de l'aide alimentaire
- Préserver les terres agricoles

8 votes :

- Soutenir le travail de terrain des structures

4 votes :

- Rendre facile et désirable l'alimentation de qualité (communiquer et démocratiser)
- Faire se rencontrer la restauration rapide et les producteurs locaux

3 votes :

- Communication et marketing des produits locaux et sains
- Paniers à prix coûtants pour les étudiants
- Créer et/ou utiliser au maximum les structures de transformation
- Récupérer les pertes des maraîchers et les transformer
- Favoriser la transmission d'une connaissance des enjeux de l'alimentation (agriculture, santé...)

2 votes :

- Transformer la production locale pour limiter le gaspillage alimentaire et la proposer à l'aide alimentaire
- Proposer un outil de mise en cohérence de l'offre et la demande pour l'aide alimentaire

1 vote :

- Développer des épicerie pour tous en cassant l'image du "besoin de l'aide alimentaire"
- Animer des ateliers éducatifs avec les enfants
- Coordonner l'urgence alimentaire
- Développer une ingénierie sur la question de l'aide alimentaire (avec un poste ou du temps dédié au sein de la métropole)
- Etudier la pertinence de solutions communes (achats, logistiques, etc.) aux acteurs de l'aide alimentaire

0 vote :

- Développer une culture commune sur la saisonnalité et les circuits courts post pétrole
- Mieux définir l'alimentation de qualité
- Proposer plus de produits moins périssables

- Proposer dans des lieux clés une aide alimentaire préservée des regards
- Digitaliser la distribution pour séduire les jeunes
- Structurer les sujets et les contextes socio-économiques différents
- Former et éduquer au principe de satiété
- Faire des marchés en semaine et pas que le week-end
- Proposer des alternatives aux grandes surfaces (groupements d'achat, ateliers)
- Faire correspondre les privés d'emploi à la demande de main d'œuvre
- Développer du congelé, lactofermenté pour la conservation et réduire le gaspillage
- Imposer / inciter les restaurateurs à l'utilisation de produits sains (charte)
- Organiser des cueillettes avec les consommateurs pour limiter le besoin de main d'œuvre et donc les intermédiaires

CONCLUSION

Les participations se sont principalement articulées autour de deux axes : la lutte contre la précarité alimentaire et le développement d'une offre de qualité dans les lieux proposant des denrées alimentaires (restauration collective, restauration commerciale, GMS, etc.).

De nombreux acteurs ont pointé le manque d'accès à l'information de certains publics et la nécessité de développer la communication et la pédagogie autour de l'alimentation de qualité et des aides existantes pour se nourrir. Pour cela, de nombreux acteurs peuvent être mobilisés : collectivités ayant des compétences en matière de solidarité, acteurs de la solidarité alimentaire, producteurs, milieu éducatif, restaurants...

Les participants ont relevé la nécessité d'approfondir la connaissance des différents publics présents sur le territoire métropolitain et leurs besoins, de faciliter la logistique de l'aide alimentaire et de développer la coordination entre les différents acteurs. Pour agir sur ce thème, Bordeaux Métropole pourrait expérimenter une Sécurité Sociale de l'Alimentation, soutenir le travail de terrain des structures de la solidarité alimentaire, optimiser les circuits de distribution de l'aide alimentaire et travailler à la préservation des terres agricoles.

Stand 3 : Loi Egalim : 50% de produits durables et de qualité dont 20% de bio au 1^{er} janvier 2022, c'est possible ?

LES ENJEUX IDENTIFIÉS

Règlementation, loi Egalim et marchés publics

- Il n'y a pas de contrôle de l'application de la loi Egalim, et aucune étude d'impact préalable pour les 50% de produits durables et de qualité et 20% de bio
- Autre enjeu de la loi Egalim, les conditionnements : au plus tard le 1^{er} janvier 2025, l'utilisation de contenants alimentaires de cuisson, de réchauffe ou de service en matière plastique est interdite dans les services de restauration collective d'établissements scolaires et universitaires, ainsi que des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans. → Mutation technologique radicale, surcoût à prévoir de 15 à 30%
- Les marchés publics sont régis et contraints par la réglementation européenne
- Attentes des fournisseurs vis-à-vis de la rédaction des marchés : lisibilité des critères, prise en compte des enjeux de logistique dans les marchés publics

Modes de gestion et d'achat en restauration collective

- Gestion directe : maîtrise des approvisionnements
- Gestion concédée : la collectivité définit le cahier des charges de la société de restauration collective pour les approvisionnements
- ADARCE - groupement d'achats coordonné par Bordeaux Métropole. Simplifie la gestion des marchés pour les communes. Grande diversité des adhérents de l'ADARCE, en termes de besoins, d'envies et de finances. Les communes adhérentes peuvent réaliser des achats hors ADARCE, en gré à gré, en respectant les seuils de la commande publique et en gérant ses propres marchés.
- ACENA - autre groupement d'achats, pour collèges et lycées
- Gestion des coûts et introduction de produits de qualité et bio. Le coût du bio est plus élevé mais le rendement est meilleur. Vigilance aux modes de production et à l'origine au-delà des quotas : le coût ne révèle pas les impacts sociaux et environnementaux des productions.

Structuration de filières alimentaires locales

- Les achats publics sont un outil de relocalisation de filières.
- Structurer des filières doit permettre de faire revenir la valeur ajoutée sur le territoire. Le territoire métropolitain ne suffit pas, il faut construire des coopérations entre territoires
- Les régies agricoles municipales s'inscrivent dans cette logique de relocalisation de filières
- Besoin de développer des outils de transformation (transformer et stocker)
 - Légumerie, tunnel de surgélation
 - Abattoirs volaille et ateliers de découpe
- Besoin d'accompagnement vers une logistique plus durable.

Liens production agricole et restauration collective

- Beaucoup de producteurs privilégient la vente directe vers les consommateurs plutôt que la restauration collective
- Les pics de production agricole ont lieu pendant les vacances scolaires (juillet-août) : comment assurer des débouchés à ces productions ? (Diversification des débouchés, transformation/conservation des produits)
- Producteurs : besoin d'anticiper la demande afin de prévoir des productions en volume suffisant. Pour se positionner sur la restauration collective, les producteurs regardent trois critères : prix d'achat, type de produits, durée d'engagement
- Besoin d'échanger sur les besoins et contraintes entre restauration collective et production (ex. : rédaction des menus trop en amont, éviter les formulations trop restrictives qui peuvent empêcher de s'adapter aux saisons)

Formation

- Diversification des protéines : besoin de formation pour introduire des protéines végétales à destination des personnes de cuisine (recettes) et des agents de service. Réduire la part des protéines animales pour une meilleure gestion des coûts et améliorer la qualité des produits. Point de vigilance : sujet clivant végétarisme/véganisme à dépasser.
- Besoins humains : comparaison du nombre d'emplois avec le nombre de repas produits

Sensibilisation

- Assurer la reconnaissance et la valorisation des métiers de la production agricole et de la restauration collective
- Réduction du gaspillage alimentaire : une partie vient de l'achat, mais aussi du calibrage des repas (GEMRCN)
- Education au goût : goût et saveur des plats pour encourager chacun à changer ses comportements alimentaires, diversification des variétés produites (légumes anciens)

QUELS ACTEURS POUR QUELS RÔLES ?

- Communes : gestion de la restauration collective (scolaire, portage à domicile, établissements accueillant des personnes âgées)
- GPV Rive Droite : mise en œuvre du projet alimentaire de territoire et du projet Quartiers Fertiles
- Coo'Alliance : structure réunissant des coopératives de producteurs pour fournir la restauration collective
- INTERBIO Nouvelle-Aquitaine - Développement de filières biologiques et accompagnement des collectivités dans leurs achats.
- Chambre d'agriculture de la Gironde : accompagnement des collectivités et des producteurs et animation de la plateforme numérique « Aux prés des cuisiniers »
- Bocal Local : mise en œuvre du projet TRACE (Tremplin vers une Régie Agricole Communale Evolutive)
- ADEME : financement d'un Appel à projets de 40 millions d'euros pour l'adaptation des conditionnements (loi Egalim) en restauration collective (montant faible au vu des investissements nécessaires)

QUELLES ATTENTES ENVERS BORDEAUX MÉTROPOLÉ ?

- Quelles compétences et quelle légitimité à agir sur ce sujet ?
- Moyens financiers pour atteindre les objectifs fixés
- Analyse du marché de l'ADARCE
- Faire de l'ADARCE un outil de relocalisation de filières
- Accompagner la structuration de filières via le levier de la commande publique
- Poursuivre et renforcer l'accompagnement des communes dans la réduction du gaspillage alimentaire en restauration collective - levier économique et environnemental
- Lier projet éducatif et outils pédagogiques au projet de restauration collective (Juniors du Développement Durable)

LES OBJECTIFS DE LA STRATÉGIE

Faire de la restauration collective une vitrine de la transition alimentaire (diversification des protéines, accompagnement à la structuration de filières, lutte contre le gaspillage alimentaire) - 22 votes

Former les professionnels pour changer les pratiques (acheteurs, cuisiniers, service) - 14 votes

Mettre en relation acheteurs, cuisiniers et producteurs agricoles - 13 votes

Articuler les politiques de restauration collective (Département, Région, CHU, CROUS, Métropole, Communes, etc.) - 7 votes

CONCLUSION

La restauration collective publique cristallise les enjeux de l'alimentation durable. Elle peut permettre aux collectivités de faire preuve d'exemplarité, en travaillant avec les producteurs du territoire et en accompagnant le développement d'outils de transformation afin de structurer des filières locales. Comme le secteur commercial, elle est ainsi concernée par les enjeux économiques et environnementaux de la production et de la logistique alimentaires. Son travail nécessite enfin d'assurer la formation des personnels (achats, cuisine et service) et la sensibilisation des convives pour accompagner le changement de pratiques alimentaires.

En s'appuyant sur un portage politique et la volonté des agents, les participants ont proposé un objectif fort consistant à faire de la restauration collective publique une vitrine de la transition alimentaire (diversification des protéines, accompagnement à la structuration de filières, lutte contre le gaspillage alimentaire), dans le but d'assurer l'exemplarité de la collectivité tout en encourageant le changement au-delà de ses restaurants.

Enfin, la compétence restauration collective étant partagée par plusieurs acteurs, les participants ont souligné la nécessaire articulation des politiques publiques en matière d'alimentation pour atteindre cet objectif.

Stand 4 : Changement des comportements alimentaires : quel régime alimentaire en 2050 ?

LES ENJEUX IDENTIFIÉS

Agriculture

- Enjeu de préserver les terres agricoles et actuelles friches pour le développement de maraîchage plutôt qu'à l'élevage qui vise de la surface

Production de viande

- Enjeu environnemental de la production de viande
- Enjeu pédagogique pour l'accompagnement sur la diminution de consommation de viande en commençant par les scolaires (restauration collective)
- Améliorer la qualité des produits animaux de l'élevage mais sans l'arrêter pour autant
- Diversifier les productions locales (peu ou plus de producteurs de fruits par exemple)
- Valoriser et promouvoir un élevage local et durable : redonner du sens et de la valeur à une consommation modérée de viande, valoriser les fonctions écologiques, agronomiques et sociales de l'élevage
- Réduire les protéines animales
- Faire correspondre les différents enjeux : santé, environnementaux et sociétaux pour les rendre compatibles

Santé

- Obésité et dénutrition
- Diversifier les régimes alimentaires
- (Des)équilibre alimentaire
- Ne pas oublier le plaisir
- Rééquilibrer le contenu des assiettes
- Travailler sur les quantités des menus et sur la traçabilité des produits

Accessibilité

- Accessibilité des produits agricoles (prix, circuits de distribution, proximité)
- Faciliter l'accessibilité à des produits de qualité
- Prendre en compte les inégalités sociales du territoire

Sensibilisation

- Développer l'éducation au goût
- Sensibiliser tous les publics avec des contenus adaptés
- Sensibiliser aux circuits courts, à la saisonnalité, aux sucres, aux productions végétariens
- Sensibiliser au gaspillage alimentaire

Distribution – consommation

- Evolution des comportements d'achats (vrac, bio, drive)
- Multiplication des lieux d'achats, choix trop nombreux
- Difficulté de se repérer avec tous les signes de qualité existant
- Lien alimentation – habitudes – traditions à prendre en considération
- Changement de comportement dans le foyer (moins de temps consacré à l'alimentation)
- Manque d'attractivité des restaurations collectives

QUELS ACTEURS POUR QUELS RÔLES ?

- Faire intervenir les interprofessions : INTERFEL pour les fruits et légumes
- Agriculteurs locaux pédagogues
- Le Bocal local :
 - Potaginage : sensibilisation, mise en place de potagers et animations
 - TRACE : accompagnement des collectivités - approvisionnement, diagnostic et gaspillage alimentaire

- FABAE : fabrique agro écologique, cueillette à la ferme, sensibilisation à la saisonnalité des produits et la biodiversité
- Associations spécialisées dans l'éducation à l'environnement et l'alimentation : besoin d'accompagner les associations pour sensibiliser les enfants au jardinage, à la cuisine, à la biodiversité. Sensibiliser à l'importance de son budget dans l'alimentation (toujours en baisse).
- Dans les écoles : enseignements, messages, souvenirs, parler et faire ensemble + mettre au programme 1 recette par semaine à faire en famille. S'appuyer sur les écoles, collèges, lycées (réseau d'enseignants) qui agissent auprès des jeunes publics directement (sensibiliser les enseignants est un levier aussi). Faire participer les parents dans la conception des repas. Lycées - sensibiliser à la consommation durable car période premiers achats autonomes.
- Faire le lien avec les structures d'éducation
- Demander à des chefs de cuisine d'expliquer comment choisir des produits
- Faire appel à des nutritionnistes
- Acteurs de proximité pour mieux sensibiliser les publics : PLATAU quartier Claveau / Bacalan
- Agrobio Gironde : Défi foyer à alimentation positive défini et mis en place dans les territoires à fort enjeu social, en lien avec les CCAS et EVS
- Communes :
 - Développement de jardins familiaux : rapprocher les zones de production des zones de consommation (dialogue rural urbain)
 - Développer du maraîchage et élevage
 - Développer des ateliers de sensibilisation pour une alimentation raisonnée avec le CCAS et pour le grand public
 - Faire attention aux food trucks proposés lors des événements : avoir un cahier des charges
- ARS : santé et alimentation : guide technique sur l'équilibre alimentaire pour éviter les comportements excessifs (régimes)
- Restauration collective : habituer les enfants à de bonnes pratiques (plus de fruits et légumes par exemple), saisonnalité et qualité
- Interbio Nouvelle-Aquitaine : Faire le lien avec les agents de service en restauration collective : sensibilisation des convives
- Département, région et métropole :
 - Contrôle des objectifs Egalim à respecter
 - Une cuisine centrale bio, local, saisonnalité et capacité d'achat
- CIVAM PPML : accompagnement et travail concerté avec Bordeaux Métropole pour soutenir et développer des productions alimentaires diversifiées et pérennes. Soutien et essaimage des AMAP. Avec le soutien de Bordeaux Métropole (+ de moyens pour + d'actions)
- Chambre d'agriculture : améliorer le lien entre producteurs et restauration collective - plateforme de producteurs
- RSE : sensibiliser les salariés des entreprises aux enjeux de santé et alimentation et santé et environnement. Impacter les lieux de travail et l'ensemble des professionnels. Mettre des dispositifs financiers pour consommer de manière plus vertueuse (ticket restaurant fléché, lien avec les monnaies locales).
- Agriculteurs / producteurs : aider à changer les pratiques agricoles et diversifier les productions
- Accueil, accès aux droits, orientation, accompagnement, conduite du changement individuel, animations, lieu social, inclusion, insertion
- Mutualiser les logistiques : une personne va chercher tous les produits
- Elzeard : aide des producteurs à générer les informations de traçabilité des légumes produits en maraichage et faire le lien avec les acteurs de la distribution

QUELLES ATTENTES ENVERS BORDEAUX MÉTROPOLÉ ?

Animation, sensibilisation, communication

- Créer des événements à destination du grand public
- Mettre des moyens financiers sur les actions de sensibilisation
- Actions de communication sur les aspects nutritionnels - équilibres alimentaires, paroles d'experts, guides
- Changements par la communication et les défis

- Éducation à l'utilisation de contenants non nocifs pour la santé
- Créer des recettes avec des produits simples, de qualité et avec un coût très bas
- Métropole + ville de Mérignac : sensibilisation auprès des scolaires et parents d'élèves sur l'équilibre alimentaire, ateliers pédagogiques de la graine à l'assiette, recettes de cuisine
- Ne pas opposer le local et bio avec la distribution classique (GMS)
- Diffuser la connaissance et l'achat vertueux (marchés publics)
- Une meilleure visibilité des acteurs agissant sur le territoire (cartographie et mise en lien)
- Mobiliser l'université
- Mettre en lien producteurs et habitants, mettre en avant la production locale et faciliter l'accès aux bons produits
- Livret d'information sur la diététique à destination des habitants et employés de BM
- Etudier le rôle social de la consommation de repas
- Clarifier l'offre alimentaire sur la métropole et proposer une offre à la carte aux consommateurs en soulignant les bienfaits et points positifs de tel ou tel circuit / aliment.
- Avoir un discours équilibré sur la santé, non caricatural et non stigmatisant

Accompagnement et investissement

- Vision claire du foncier agricole disponible et optimisé, vision des filières (végétales et animales)
- Mobiliser des terres agricoles et accompagner l'installation
- Collecte, dons de produits solidaires aux épiceries alimentaires - Biocoop
- Jardins partagés
- Accompagner l'implantation de fermes urbaines et périurbaines productives au niveau réglementaire / urbanisme
- Aider les maraîchers à s'installer et à perdurer ou à passer le relais à un repreneur (BM, Biocoop, villes, Chambre d'agriculture)
- Meilleur accès des producteurs locaux aux consommateurs : marchés, écoles, etc.
- Soutenir financièrement et structurellement pour rendre les modèles économiques vertueux
- Développer des régies agricoles municipales et départementales
- Préserver le lien et le soutien à l'élevage durable et local : préserver des terres pour l'élevage, raisonner les contraintes réglementaires et environnementales
- Aide pour la création d'AMAP sur le territoire : réaliser un appel à manifestation pour la création d'une AMAP sur le territoire
- Favoriser les producteurs locaux et circuits courts
- Subventionner les producteurs pour une juste rétribution
- Des fruits et légumes accessibles aux défavorisés avec des prix compétitifs au supermarché
- Tiers lieux nourriciers et de transformation
- Proposer des outils aux communes pour agir dans une stratégie commune à la métropole
- Accompagner les collectivités pour s'approvisionner en local et bio
- Marchés publics : retrouver une flexibilité et une autonomie
- Orienter l'offre alimentaire pour qu'elle soit durable (interdire le chocolat hors commerce équitable)
- Formation des pros

LES OBJECTIFS / ACTIONS DE LA STRATÉGIE

8 votes

- Adapter les marchés publics pour qu'ils soient davantage favorables aux producteurs locaux et expérimentation

7 votes

- Eduquer à la cuisine et l'autoproduction (à l'école)

6 votes

- Accompagner les groupes d'habitants pour l'autoproduction alimentaire
- Faire du lien entre les agriculteurs / regroupements et les écoles (aussi de sport) - goûter

5 votes

- Rendre conviviaux les lieux de consommation (type cantine)
- Eduquer à la santé, à l'impact de mon assiette sur l'environnement
- Accompagner l'évolution des comportements
- Réduire les quantités d'aliments animaux mais augmenter la qualité
- Expérimenter la sécurité sociale de l'alimentation

4 votes

- Développer l'éducation au goût et la nutrition (ne pas se focaliser que sur les scolaires)

3 votes

- Associer le lien santé et alimentation dans la pratique sportive

2 votes

- Agir pour l'accès des publics défavorisés à l'alimentation

1 vote

- Faire connaître les enjeux d'équilibre alimentaires
- Donner à l'alimentation une place publique dans la ville
- Porter un Contrat Local de Santé avec des liens santé et alimentation forts
- Créer des labels pour la malbouffe
- Maîtriser la street food - accompagner les porteurs de projet pour que ce soit amélioré (fait avec AANA)
- Supprimer la publicité des produits mauvais pour la santé et l'environnement

0 vote

- Adapter les actions en fonction des publics voir des quartiers
- Travailler avec les chefs cuisiniers ou les grands chefs pour des action de communication sur les aspects gastronomiques et nutritionnels
- Sensibiliser sur l'espace public ou les lieux de travail
- Rendre attractifs et séduisants les produits de qualité et la cuisine équilibrée
- Changer / bannir les distributeurs de produits sucrés / industriels - les remplacer par des fruits et produits locaux – frais
- Arrêter le changement du plan d'occupation des sols : produire local, manger local, s'instruire et travailler local

CONCLUSION

De nombreux acteurs sont revenus sur la nécessité de diminuer la part de protéines animales dans les assiettes, sans pour autant l'enlever complètement mais seulement en augmentant sa qualité. Il a aussi été mis en évidence que les pratiques de consommation avaient évolué : moins de temps en cuisine, différents lieux d'achats, consommation de produits trop gras ou trop sucrés, etc. Pour tendre vers des pratiques de consommation durable et plus saines pour la santé, il paraît nécessaire de sensibiliser le grand public sur cette thématique (gaspillage alimentaire, saisonnalité, besoins nutritionnels, etc.).

De nombreux acteurs doivent être mobilisés dans ce cadre : producteurs, associations de création de jardins collectifs, associations de sensibilisation, nutritionnistes, centres sociaux, communes, etc. Il est souvent revenu que le milieu scolaire est propice pour sensibiliser à ces pratiques durables, l'engagement des écoles semble donc indispensable. Bordeaux Métropole pourrait soutenir les producteurs locaux, notamment en facilitant la vente de leurs produits à la restauration collective, et accompagner les habitants à l'autoproduction alimentaire.

Stand 5 : Objectif zéro déchet dans les filières agricoles et alimentaires : comment y parvenir ?

LES ENJEUX IDENTIFIÉS

Garder les sols vivants – 5 votes

Filières et économie circulaire

- Choix des distributeurs alimentaires locaux – 1 vote
- Collecte des biodéchets – 1 vote
- Filière de gestion des biodéchets – 1 vote
- Adaptation de la filière entre grande distribution et restauration collective
- Collecteur
- Economie circulaire et méthanisation – 3 votes
- Jeux d'acteurs

Mieux consommer pour moins polluer

- Education et formation
- Redonner le goût à cuisiner aux personnes seules
- Points de distribution locaux
- Alimentation digne
- Utopie du zéro déchet

Restauration collective

- Restauration collective : emballages, valorisation des restes, gestions des biodéchets – 1 vote
- Qualité gustative de la restauration collective
- Diversifier les produits dans la restauration collective pour élargir les producteurs concernés
- Prix matière de la restauration collective
- Exigences à avoir au regard du manque de moyens matériels, humains et financiers de la restauration collective
- Professionnaliser l'acte d'achat en restauration collective
- Problème des marchés publics : faire évoluer la loi – 1 vote

QUELS ACTEURS POUR QUELS RÔLES ?

- Rôle des habitants en tant qu'acheteurs
- Rôle des commissions pour le choix des points de distribution alimentaires afin de favoriser les distributeurs de produits locaux et de vrac
- Rôle des producteurs dans l'adaptation des contenants
- Explic'EAT recyclage du pain pour en faire de la farine
- Rôle des industriels pour le retour à la consigne
- Rôle des cuisines collective dans la gestion des biodéchets et la réflexion sur l'appétence des plats
- Rôle fondamental des marchés publics : favoriser le dialogue entre acheteur et vendeur
- Acteurs de la formation et sensibilisation
- Evolution des marchés publics

QUELLES ATTENTES ENVERS BORDEAUX MÉTROPOLÉ ?

- Politique de consigne à mettre en œuvre
- Faire prendre conscience aux ménages de la quantité de déchets générée, ex : faire payer les déchets au poids ou pesée systématique pour compte rendu informatif mensuel
- Aide de la collectivité sur le changement des pratiques en restauration collective : réflexion sur l'appétence, la valorisation des restes...
- Optimisation des marchés publics

- Faire évoluer l'aide d'achat en restauration collective
- Faire une facture pédagogique des ordures ménagères - Besançon

LES OBJECTIFS / ACTIONS DE LA STRATÉGIE

11 votes :

- Filière biodéchets à structurer

7 votes :

- Education au goût
- Innovation pour la suppression de l'utilisation de matériaux non-valorisables

4 votes :

- Stratégie vis-à-vis des enfants : visuel et marketing
- Retour à la consigne généralisée

2 votes :

- Sociologie de l'alimentation
- Développer la cueillette en plein champs

1 vote :

- Suppression des bouteilles plastiques : consignes en restauration collective
- Glanage dans les récoltes

0 vote :

- Donner des moyens à la restauration collective
- Partage d'expérience entre les chefs de la restauration collective
- Valorisation des déchets organiques
- Réutilisation des restes en restauration collective
- Ecologie industrielle et territoriale à développer et valoriser
- Economie Sociale et Solidaire : pour la collecte de déchets (collecte des coquilles huîtres)

CONCLUSION

La priorité qui est majoritairement ressortie est la nécessité de structurer la filière des biodéchets, depuis la collecte jusqu'à leur valorisation. En effet, même si des acteurs existent à tous les niveaux de la filière, il est important qu'une meilleure coordination s'organise afin d'optimiser la gestion des biodéchets. Différentes échelles de leviers ont ensuite été identifiées : la restauration collective, les industries et les ménages, avec à chacune d'entre elle un soutien de la métropole ainsi qu'une politique de sensibilisation et de pédagogie.

Il est attendu de la restauration collective une réduction des déchets internes (emballages, biodéchets...) par un changement de pratiques. Ces changements passent principalement par la valorisation des restes alimentaires, et un changement dans la politique d'achat avec l'aide notamment d'une évolution des marchés publiques.

Concernant les ménages, les acteurs ont pointé l'importance de leur rôle en tant qu'acheteur pour réduire leur part de déchet. La mise en place d'un système favorisant la prise de conscience individuelle de la quantité de déchets générée est souvent ressortie (par ex : pesée systématique des poubelles et envoi d'un compte rendu hebdomadaire ou mensuel). L'éducation des enfants au goût a aussi été mentionnée.

Enfin les participants ont relevé le rôle des industries dans le retour généralisé de la consigne, action que la métropole pourrait soutenir. Les industries pourraient aussi agir sur l'investissement dans l'innovation afin de supprimer progressivement l'utilisation de matériaux non-renouvelables.

Stand acteurs

Comité de suivi

- GPV Rive droite - Benjamin CHAMBELLAND / Charlotte SOLANA - Nature et agriculture
- Terres d'Adèles (membre CCGAD) - Thierry HOFER - écolieu AMAP jardins partagés
- Le Bocal Local - Stéphanie DARTIGUE - insertion et capacité alimentaire des territoires
- Mairie de Saint-Médard-en-Jalles - Françoise FIZE - Conseillère Municipale restauration collective et alimentation durable
- CD 33 - Stéphanie PRIVAT ou A. HERMANN - Foncier agriculture
- Let's Food - Anna FAUCHER - Conseil alimentation durable
- SICA Maraîchère Bordelaise - Jean-Philippe BILGOT - Commerce fruits et légumes
- Ville de Cenon - Léa RAINIER conseillère municipale référente transition alimentaire
- Les nouvelles fermes - Thomas BOISSERIE - producteur

Groupes de travail

- Mairie de Lormont - Emmanuel NAGOUA - nature agriculture
- Blanquefort en transition - Sandrine GLIGUME - écologie, transmission de savoirs, écoute locale, force de proposition
- Commune de Saint-Aubin-de-Médoc - Christine LANG - Éluée Bergerie - raison nature - agriculture
- Mairie de Bègles - Laure DESVALOIS - élue déléguée politique alimentaire et éducation
- FABAE - Clémence BARDAINE- créer et cultiver des fermes agroécologiques périurbaines
- Association PLATAU - Benjamin LAVIGNE & autres - agriculture urbaine et biodiversité à Bacalan
- INRAE / CD33 - Julie LAILLIAU - recherche
- Bordeaux Métropole - Corinne DERIEUBLANC - Direction des restaurants
- Bordeaux Métropole - Florence ALIBERT - restaurants de BM
- Cos' Alliance - Justine CHOLET - communication, restauration collective
- CIVAM - Emeline DELONG - Développement agricole - durabilité - circuits courts - AMAP
- Jeunes agriculteurs 33 - Bérénice CLAVEL - Syndicat de défense et promotion des intérêts des jeunes agriculteurs
- FABAE - Florian HUG FOUCHE - Opérateur de fermes agroécologiques
- La ferme de l'Or Vert Spiruline - Fatima HANAIDI - aquacultrice
- ELZEARD - Florence AMARDEILH - Production / outils numériques d'aides aux maraîchers
- AKEBIA - Guillaume BAGES - paysage et agriculture (urbaine)
- ATFL - Alexis NAULLET - Conseil en maraîchage
- Porte Greffe Espace test agricole - Emeline FOUCHE - Installation - accompagnement - tester chez les agriculteurs
- ANEFA Gironde - Bruno MEUNIER - emploi en agriculture (organisme paritaire)
- E-graine Nouvelle Aquitaine - Gabrielle RODRIGUEZ - éducation populaire - participation citoyenne développement durable et alimentation

Être informé

- Ville de Mérignac - Serge BELPERRON - conseiller municipal agriculture urbaine et alimentation durable
- Ville de Blanquefort - Fabienne JARION - Alimentation, agriculture, développement durable
- Mairie de Cenon - FILLEAU Marie-Hélène - Cenon en transition
- Agri Sud-Ouest Innovation - Pierre BOUGAULT - association d'accompagnement de projets d'innovation - secteurs agricoles et agroalimentaires
- Terres de liens Aquitaine - Véronique BAUGET - Foncier / installation

Clôture

Grand témoin - Julie Lailliau

Doctorante en science politique, thèse "Des systèmes alimentaires territoriaux aux politiques alimentaires locales". En CIFRE à la Mission Agenda 21 du Conseil Départemental de la Gironde rattachée à l'unité de recherche ETBX de l'INRAe.

Julie Lailliau commence sa prise de parole en expliquant son objet d'étude. Face à l'engagement d'une grande diversité d'acteurs, dont les collectivités territoriales, pour l'alimentation, il lui a paru pertinent de s'intéresser à la construction de politiques alimentaires intégrées et locales, à travers l'exemple de la politique alimentaire intégrée du département de la Gironde.

Lors de son exposé, Julie Lailliau choisit de soulever quelques points ressortis dans les stands et qui mériteraient un temps supplémentaire de discussion et réflexion.

Elle revient d'abord sur plusieurs définitions : résilience alimentaire, sécurité alimentaire, citoyenneté alimentaire, justice alimentaire.

Elle interroge ensuite l'audience sur le(s) modèle(s) alimentaire(s) qu'ils souhaitent promouvoir : est-ce que la volonté est que l'alimentation réponde aux besoins nutritionnels des habitants ou alors qu'elle devienne un moyen d'expression et d'engagement citoyen ?

A travers les fonctions (nutritive, sociale, culturelle, hédoniste) que l'on octroie à l'alimentation, il s'agit aussi de questionner notre rapport à elle : consommateurs ? consom'acteurs ? citoyens alimentaires ? Elle rappelle également que les inégalités alimentaires existent, qu'elles sont le fruit d'inégalités systémiques, de société, et doivent être prises en compte dans les politiques alimentaires.

La sécurité sociale de l'alimentation, évoquée par des participants tout au long de la journée, est une des solutions portées par quelques chercheurs et militants pour lutter contre ces inégalités. Celle-ci permettrait à tous d'obtenir 150€ par personne et par mois afin de se nourrir chez des producteurs, artisans et commerces conventionnés par des groupes locaux de citoyens.

Julie Lailliau interpelle aussi les participants sur différentes thématiques concernant la question agricole : que signifie « local » ? Est-ce qu'une alimentation végétale se traduit forcément par un paysage agricole sans élevage ?

Julie Lailliau termine sa prise de parole en ouvrant la discussion sur les questions de gouvernance et de coopérations interterritoriales, notamment entre zones rurales et urbaines.

Discussions

L'intervention de Julie Lailliau a permis d'ouvrir des discussions dans la salle sur les sujets qu'elle a questionnés : l'idée d'une sécurité sociale de l'alimentation pour que des produits de qualité soient à la portée du plus grand nombre est plébiscitée par la salle.

Des participants reviennent sur l'idée de déconnecter l'agriculture du marché économique, d'autres sur la nécessité de dissocier le revenu du paysan de la vente de ses produits, car il devrait être rémunéré par la collectivité pour son travail qui consiste à nourrir les habitants. Certains avancent l'idée d'un revenu universel, d'autres de nationaliser l'agriculture...

La thématique du temps de travail hebdomadaire est abordée. Certaines parties du public parlent de réduction du temps de travail afin de réduire la pénibilité de la profession d'agriculteur.

La question du temps disponible revient également dans les échanges sur les changements des habitudes alimentaires et l'éducation, plusieurs participants pointant la nécessité de cuisiner pour travailler des produits bruts et s'éduquer au goût.

Conclusion générale

Cette journée de concertation s'inscrit dans le processus d'élaboration de la Stratégie de résilience Agricole et Alimentaire (SRAA) de Bordeaux Métropole. Après avoir assisté à une restitution du diagnostic agricole et alimentaire métropolitain, les acteurs du territoire ont pris part à cinq ateliers :

1. Un nombre d'exploitations agricoles divisé par 4 en 25 ans : comment inverser la tendance ?
2. Comment faciliter l'accès à une alimentation de qualité pour tous et toutes ?
3. Loi Egalim : 50% de produits durables et de qualité dont 20% de bio au 1er janvier 2022, c'est possible ?
4. Changement des comportements alimentaires : quel régime alimentaire en 2050 ?
5. Objectif zéro déchet dans les filières agricoles et alimentaires : comment y parvenir ?

Les échanges et idées recueillis lors des différents ateliers permettront de finaliser le **diagnostic** du territoire, d'établir les **enjeux de la Stratégie, partagés** par les différents acteurs, et de définir collectivement des **objectifs réalistes**. Ces éléments figureront dans un document qui sera présenté lors des premiers **Comité de Suivi** et **Comité de pilotage** de la SRAA, qui auront lieu respectivement le 22 et le 28 septembre prochains.

Les acteurs du territoire seront ensuite associés à la **construction du plan d'action opérationnel** de la SRAA. Des groupes de travail thématiques auront lieu à l'automne 2021 et en début d'année 2022. Chaque groupe de travail portera sur un champ du système agricole et alimentaire et les acteurs travaillant sur les thématiques traitées y seront conviés.

MERCI À TOUTES ET TOUS POUR VOTRE PARTICIPATION !



Liste des participants

En raison des contraintes sanitaires, la participation à cette journée a dû être limitée. Les invitations ont donc été envoyées de manière à assurer la présence d'une grande diversité de structures, et ainsi favoriser des échanges riches, qui prennent en compte les réalités des différents acteurs agissant dans les champs agricoles et alimentaires.

Nom	Prénom	Structure	Présence
ALIBERT	Florence	Bordeaux Métropole	Présente
ALIX	Marine	SAFER	Présente
ALVAREZ	Marion	Bordeaux Métropole	Présente
AMARDEILH	Florence	Elzeard	Présente
ARDILEY	Magali	Chambre d'agriculture	Présente
AULIAC	Frédéric	Bordeaux Métropole	Présent
BAGES	Guillaume	AKEBIA	Présent
BAGILET	Christophe	Ville de Floirac	Présent
BARDAINE	Clémence	Fabaé	Présente
BAUGET	Véronique	Terre de liens	Présente
BELPERRON	Serge	Ville de Mérignac	Présent
BENSLIMANE	Younès	Bordeaux Métropole	Présent
BERRUYER	Raphaël	GIEQ Multi Agri 33	Excusé
BEYRIS--DUVIGNAU	Apolline	Bordeaux Métropole	Présente
BILGOT	Jean-Philippe	SICA Maraichère	Présent
BINET	Thomas	Fabaé	Excusé
BOISSERIE	Thomas	Les Nouvelles Fermes	Présent
BORDE	Jean-Eudes	Coloc' 2 Chefs	Présent
BOUGAULT	Pierre	Agri Sud-Ouest Innovation	Présent
BROUQUE	David	DRAAF	Excusé
CABRAFIGA	Richard	Ville d'Eysines	Présent
CASENAVE	Anne	Agrobio Gironde	Présente
CHAMBELLAND	Benjamin	GIP GPV Rive Droite	Présent
CHÂTEAU	Christophe	CIVB	Excusé
CHEVAUCHERIE	Martine	Ville de Floirac	Excusée
CHOLET	Justine	Coo'Alliance	Présent
CLAVEL	Bérénice	Jeunes agriculteurs 33	Présente
COTTA	Xavier	AKEBIA	Présent
COULON	Bruno	Chambre d'agriculture	Présent
DARTIGUE	Stéphanie	Le Bocal local	Présente
DARTIGUES	Sandra	Ville d'Eysines	Présente
DE BOUILLANE	Alec	Bordeaux Métropole	Présent
DEFARD	Laurence	Ville de Pessac	Présente
DELALOY	Catherine	Bordeaux Métropole	Présente
DELONG	Emeline	CIVAM PPML	Présente
DEMANGE	Eve	Ville de Bordeaux	Excusée
DERRETT	Christopher	Agriculteur	Excusé
DESPAGNE GATTI	Dorothee	CREPAQ	Excusée
DESURMONT	Anne	Bordeaux Métropole	Excusée
DESVALOIS	Laure	Ville de Bègles	Présente
DONNET	Pierre	Atelier raisonné	Excusé
DUBOIS	Bruno	Ville de Villenave-d'Ornon	Excusé
DUDACZYK	Claire	Linkcity	Excusée
DUFFAU	Gemma	Ville de Lormont	Présente

Nom	Prénom	Structure	Présence
DUMAS	Hélène	SAFER	Présente
DURIEUBLANC	Corinne	Bordeaux Métropole	Présente
DUVIVIER	Jonathan	Ville de Floirac	Excusé
ECOUELLAN	Delphine	Agrobio Gironde	Présente
EDDAOUI	Abdel	Jeunesse Habitat Solidaire	Excusé
FAUCHER	Anna	Let's Food	Présente
FERREIRA	Véronique	Ville de Blanquefort	Présente
FILLEAU	Marie-Hélène	Ville de Cenon	Présente
FIZE	Françoise	Ville de Saint-Médard-en-Jalles	Présente
FOUCHE	Emeline	Porte Greffe	Présente
GADAFI	Sian	Ville du Haillan	Excusée
GASPE	Marlène	AGAP	Présente
GAYERIE	Dominique	Arboriculteur	Excusé
GRAND	Caroline	Bordeaux Métropole	Présente
GREGORY	Sarah	Bordeaux Métropole	Présente
GUEN	Adèle	Let's Food	Excusée
HAGET	Arnaud	Ville d'Artigues-près-Bordeaux	Présent
HAIMAIDI	Fatima	Agricultrice	Présente
HAMES	Ebène	GIP GPV Rive Droite	Excusée
HELLEISEN	Pierre	Collège Les Fontaines de Monjous	Présent
HOFER	Thierry	Terre d'ADELES	Présent
HUBERT	Yohan	Sous les fraises	Présent
HUG-FOUCHE	Florian	Fabaé	Présent
HUYNH	Do	Détritvires	Excusé
JARIOD	Fabienne	Ville de Saint-Médard-en-Jalles	Présente
JOUBERT	Astrid	INTERBIO Nouvelle-Aquitaine	Présente
KENNOUSS	Anissa	Jeunes agriculteurs 33	Présente
KESSLER	Cécile	Bordeaux Métropole	Présente
L	Christine	Projet Oasis	Excusée
LABOURSE	Jean-Philippe	Ville de Gradignan	Excusé
LAILLIAU	Julie	Département Gironde	Présente
LAINÉ	Agnès	Restos du Cœur	Excusée
LANG	Christine	Ville de Saint-Aubin-de-Médoc	Présente
LAROUMAGNE	Léa	Ville du Taillan-Médoc	Excusée
LAVIGNE	Benjamin	Association PLATAU	Présent
LAVILLE	Floriane	Agricultrice	Présente
LECOUTURIER	Nadège	Bordeaux Métropole	Présente
LEFOUR	Julien	Local'Attitude	Présent
LELIEVRE	Sandrine	Blanquefort en Transition	Présente
LEMAITRE	Nicolas	Biocoop Emporium	Présent
LEQUIN	Julie	Saluterre	Excusée
LESBATS	Corinne	Ville d'Artigues-près-Bordeaux	Présente
MAILLE	Isabelle	Blanquefort (33056)	Présente
MESPLE-SOMPS	Isabelle	Bordeaux Métropole	Excusée
MEUNIER	Bruno	ANEFA Gironde	Excusé
MIGOT	Cécile	Les clés du jardin	Excusée
MONTEGUT	Alban	Linkcity	Excusé
NAGOVA	Emmanuel	Ville de Lormont	Présent
NAULLET	Alexis	ATFL	Présent
PAPADATO	Patrick	Bordeaux Métropole	Présent
PERONNEAU	Cécile	Bordeaux Métropole	Excusée
PIROT	Luc	ANEFA Gironde	Présent
PRIVAT	Stéphanie	Département Gironde	Présente

Nom	Prénom	Structure	Présence
PUCHAUD DAVID	Véronique	CFPPA	Excusée
RAINIER	Léa	Ville de Cenon	Excusée
REULET	Corinne	CFPPA / Lycée agricole	Présente
RODRIGUEZ	Gabrielle	E-graine	Présente
ROEDERER	Cécile	Oxao	Excusée
SANGUINET	Estelle	Agricultrice	Excusée
SCOUARNEC	Morgane	Bordeaux Métropole	Présente
SEGUINAU	Christine	Ville d'Eysines	Excusée
SIMON	Christophe	SIVU Bordeaux Mérignac	Présent
SIMONETTO	Laura	DRAAF	Présente
SOLANA	Charlotte	GIP GPV Rive Droite	Présente
SOURNAC	Aurore	Maraîchère	Excusée
THOCAVEN	Cathy	Echange Nord Sud	Excusée
ULATOWSKI	Oxana	Bio Nouvelle-Aquitaine	Présente

Contacts Bordeaux Métropole

Marion ALVAREZ

Bordeaux Métropole – **Chargée de mission politique agricole**

✉ m.alvarez@bordeaux-metropole.fr

☎ 05 33 89 56 03

Cécile KESSLER

Bordeaux Métropole – **Chargée de mission gouvernance alimentaire (CCGAD)**

Projet FOOD TRAILS

✉ c.kessler@bordeaux-metropole.fr

☎ 05 56 99 85 40

Morgane SCOUARNEC

Bordeaux Métropole – **Chargée de mission gouvernance alimentaire (CCGAD)**

✉ m.scouarnec@bordeaux-metropole.fr

☎ 05 56 46 82 18

